

Opérationnalisation de la sensibilité aux conflits en contexte complexe : **Leçons du Liptako-Gourma**

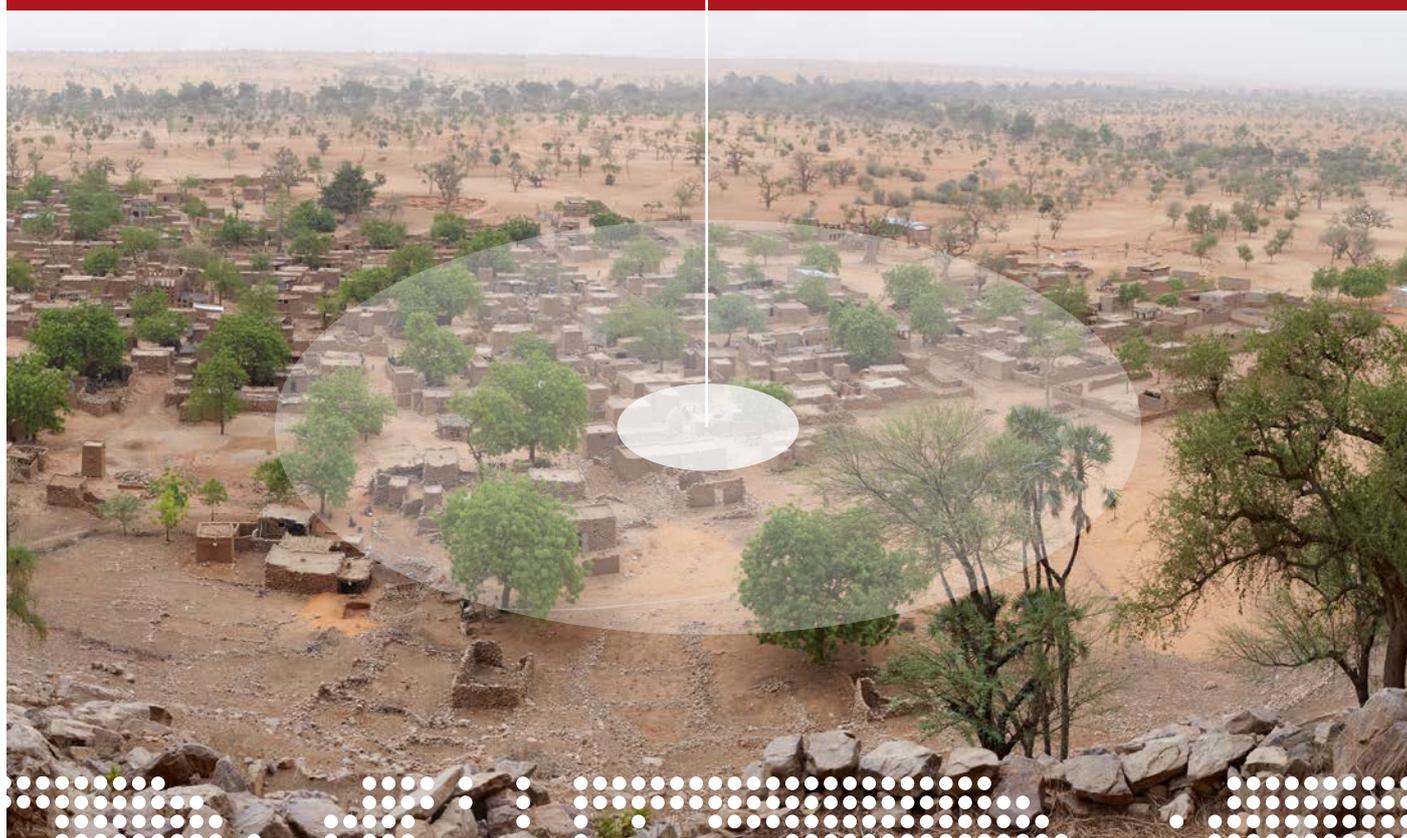
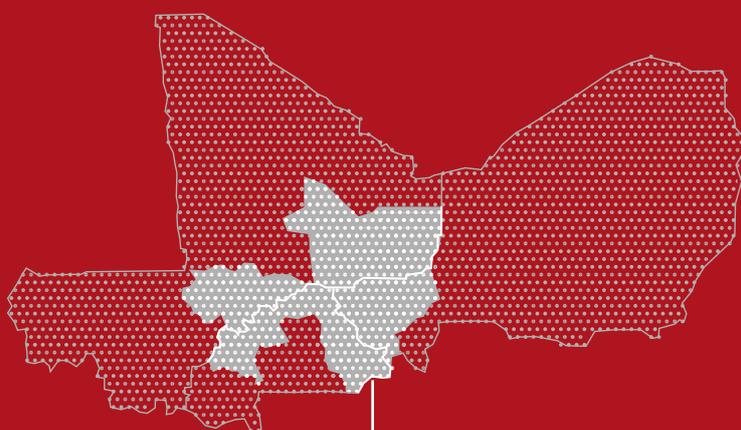


TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et acronymes	3	<i>Etape 2</i> - Evaluation de l'interaction entre le contexte et les interventions prévues	12
1. Objectifs de la publication	4	<i>Etape 3</i> - Adaptation de l'intervention et Suivi de la sensibilité aux conflits	13
2. Introduction	6	4. Exemples de l'opérationnalisation de l'analyse sensible aux conflits, cas du RECOLG et du SHIFT	16
2.1. Pourquoi la sensibilité aux conflits est importante ?	7	Conclusions	24
2.2. Incontournable dans un contexte volatile	8	Recommandations	25
3. Comment opérationnaliser la sensibilité aux conflits ?	9		
<i>Etape 1</i> - L'analyse de conflits	10		

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CAP	Cadre Analytique de Protection
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DDG	Danish Demining Group (Groupe Danois de Déminage)
DRC	Danish Refugee Council (Conseil Danois pour les Réfugiés)
GA	Groupe Armé
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes Déplacées Internes (IDP : Internally Displaced Persons)
RECOLG	Résilience et Cohésion Sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma
SHIFT	Supporting Host Communities & IDPs to Facilitate Sustainable Transition towards inclusive solutions
STD	Services Techniques Déconcentrés



1

OBJECTIFS DE LA PUBLICATION

Ce document a pour objet de fournir, au personnel du Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et de ses partenaires, des orientations pratiques pour l'opérationnalisation de la sensibilité aux conflits dans la mise en œuvre de projets tous secteurs confondus.

Ce document vise ainsi à contribuer à la réflexion relative à l'opérationnalisation de la sensibilité aux conflits en contexte volatile et complexe et soulève les questions suivantes : Pourquoi la sensibilité aux conflits est importante ? Quelles sont les méthodes et approches à adopter au regard des défis spécifiques du Liptako Gourma ? Quels sont les outils et les résultats visés ? Quels sont les acteurs les plus pertinents à intégrer dans le processus ? Comment informer la programmation de manière optimale ? Et quelles pistes pour améliorer le processus ? etc.

Ce document s'inspire des Lignes directrices relatives à l'analyse de Conflit et des outils internes et externes disponibles, ainsi que de l'expérience accumulée par DRC sur l'opérationnalisation de la sensibilité aux conflits dans le cadre de projets triple nexus mis en œuvre dans la région du Liptako Gourma avec des partenaires nationaux et internationaux.

La sensibilité aux conflits est une approche pertinente pour tous les secteurs d'intervention que ce soit dans le domaine humanitaire, de la résilience, de la consolidation de la paix, ou du développement. Cette approche devient encore plus importante en zone de conflits.

La sensibilité aux conflits est un principe opérationnel chez DRC qui concerne TOUS les départements de DRC (donc pas seulement les équipes programmes).

Le temps passé à se poser les bonnes questions et à faire des choix avec les bonnes informations, dans le cadre d'une analyse de la sensibilité au conflit, sera du temps gagné à ne pas avoir à traiter des problèmes !





2

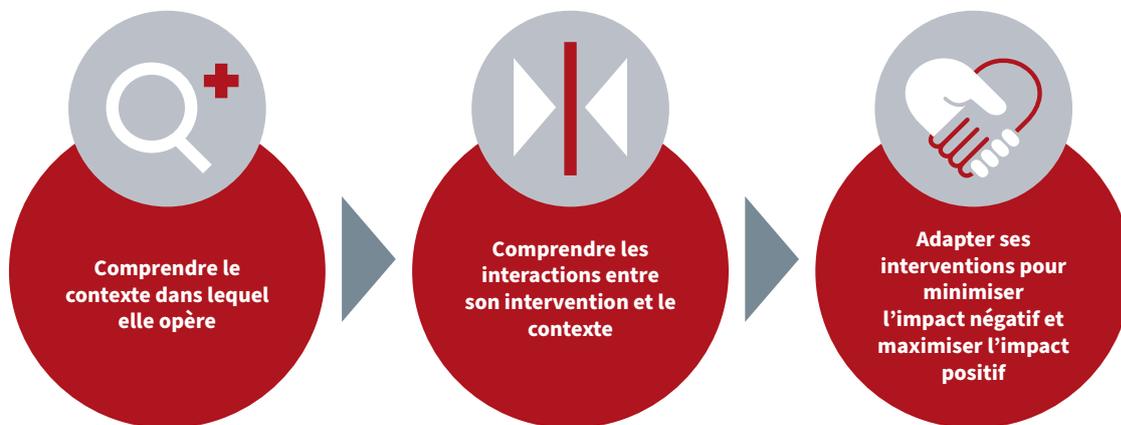
INTRODUCTION

Tout projet mis en œuvre dans des situations fragiles ou touchées par des conflits, — qu’il s’agisse d’un projet d’aide humanitaire, de consolidation de la paix et/ou de développement —, doit veiller à ne pas aggraver involontairement les conflits existants ou créer de nouvelles tensions.

Au contraire, il doit chercher à exploiter le potentiel permettant de renforcer la cohésion sociale et la paix. Ainsi la sensibilité aux conflits constitue un outil de projet qui permet une observation plus focalisée et éclairée des réalités du contexte et de leurs implications pour la programmation.

L'application d'une approche sensible aux conflits est donc une étape essentielle en vue de réduire les conséquences imprévues qui pourraient compromettre les objectifs généraux, d'une organisation ou d'un projet, et ses chances d'avoir un impact positif.

Selon la définition¹ qui en est donnée, la **sensibilité aux conflits** renvoie à la capacité d'une organisation à :



En d'autres mots, la sensibilité aux conflits consiste à comprendre le contexte pour mieux planifier une intervention et ou adapter l'ensemble des interventions d'une organisation à ce contexte. Cette adaptation englobe, notre façon d'intervenir, nos structures de travail, les principes, valeurs et politiques que nous

mettons en œuvre.

S'il est communément admis que la sensibilité aux conflits est incontournable, son opérationnalisation demeure un enjeu clé pour les organisations humanitaires et de développement.



2.1. POURQUOI LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS EST IMPORTANTE ?

Dans des contextes fragiles et en conflit qui sont intrinsèquement complexes, DRC travaille sur les impacts des conflits (réponse aux urgences) mais aussi sur les facteurs de conflits (solutions durables et consolidation de la paix)². Les interventions, « insensibles » aux conflits, peuvent alimenter les tensions, les différends et les conflits, tout en augmentant les risques pour les bénéficiaires, le personnel et les partenaires de mise en œuvre. Comprendre et assurer

le suivi de l'interaction entre notre intervention et le contexte local fait donc partie intégrante d'une programmation sensible aux conflits et permet de prévenir les impacts négatifs potentiels au plus vite.

La sensibilité aux conflits est indispensable durant chaque phase du cycle du projet : conception, mise en œuvre, suivi et évaluation, et apprentissage. Cela comprend aussi, sans s'y limiter, l'approvisionnement et les ressources humaines, la communication et les comportements du personnel des organisations de mises en œuvre.

1. DRC-DDG, Lignes directrices relatives à l'analyse de Conflit, juillet 2020, p. 1

2. Référence aux trois plateformes d'intervention de DRC



2.2. INCONTOURNABLE DANS UN CONTEXTE VOLATILE

Le Liptako Gourma, région située aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, devient de plus en plus une zone complexe. Les trois pays qui la composent sont considérés par l'[INFORM RISK index 2023](#)³ parmi ceux au niveau mondial qui présentent l'indice de risque de crises le plus élevé. Le [Global Terrorism Index 2023](#)⁴, classe le Burkina Faso en 2^{ème}, le Mali en 4^{ème}, et le Niger en 10^{ème} position des pays du monde les plus touchés par le terrorisme.

Les organisations humanitaires, bien que défendant et agissant selon des principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, sont souvent mises à mal dans cet environnement délétère. La complexité et la volatilité du contexte et les clivages sous-jacents les exposent à divers risques, malgré cette conformité aux principes humanitaires. C'est pourquoi il est essentiel de comprendre que l'aide fournie dans un environnement affecté par un conflit n'est pas neutre. L'aide en soi, de même que ses modalités de mises en œuvre, peuvent aggraver les tensions ou promouvoir la paix entre les communautés en conflit.

La **sensibilité aux conflits** devient ainsi dans un contexte comme celui du Liptako Gourma, non seulement **souhaitable**, mais aussi et surtout **indispensable**.

“ Toute aide humanitaire fournie dans un contexte affecté par un conflit produit inévitablement des effets sur les dynamiques de ce conflit. Ces effets, qui peuvent être positifs ou négatifs, directs ou indirects, délibérés ou non délibérés, doivent être compris et une réponse doit leur être apportée. DRC est déterminé à garantir la **sensibilité aux conflits** et le respect du principe « Ne pas nuire » et à agir systématiquement de manière à **minimiser les effets potentiellement négatifs de ses interventions sur le conflit** et à **en maximiser les effets potentiellement positifs.** ”

DRC-DDG, Lignes directrices relatifs à l'analyse de Conflit, juillet 2020, Annexe 16 - Lignes directrices de DRC sur la sensibilité au conflit



3. <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>

4. <https://www.economicsandpeace.org/reports/>



3

COMMENT OPÉRATIONNALISER LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS ?

Tout projet mis en œuvre dans des situations fragiles ou touchées par des conflits, — qu'il s'agisse d'un projet d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et/ou de développement —, doit veiller à ne pas aggraver involontairement les conflits existants ou créer de nouvelles tensions.



ETAPE 1
L'ANALYSE DE CONFLITS

*Par **analyse de conflits**, il faut entendre l'analyse systématique du contexte, des causes, des acteurs, et des dynamiques des conflits. Elle vise à comprendre tant ce qui provoque les divisions (diviseurs), que ce qui lie ces groupes entre eux (connecteurs) et leur permet de coexister pacifiquement, ou à tout le moins, de gérer les risques de conflit violent.*

La première étape vise à **comprendre le contexte dans lequel on opère ou vise à opérer**. Désignée comme l'étape de **l'analyse de conflits**, elle implique une analyse sur divers aspects des dynamiques de conflits dans un contexte donné. L'analyse cherche ainsi à comprendre à travers plusieurs outils et approches, les causes / sources des divisions entre groupes, ainsi que les facteurs de résilience aux conflits qui existent au sein de ces groupes. Il s'agit d'identifier

Les analyses doivent être endogènes, faites sur le terrain et non pas derrière un bureau. Les points de vue des intervenants locaux principaux du projet doivent être pris en compte dans l'analyse des conflits, sans toutefois que cela les mettent en danger.

Une méthodologie type d'une analyse de conflits peut inclure, en fonction de l'objectif spécifique de l'analyse, du temps et des ressources disponibles, les éléments suivants :

- ▶ Recherche documentaire : examen de documents stratégiques du projet, de documents sur les communes d'intervention, de rapports sur la situation humanitaire et du contexte sécuritaire et des acteurs du conflit dans la zone d'intervention du projet, ...
- ▶ Entretiens avec informateurs clés : entretiens individuels menés, au moyen d'un guide d'entretien, avec des personnes ayant une connaissance de certains aspects du contexte d'un conflit.



les causes structurelles ou sous-jacentes qui mènent aux conflits, les dynamiques, à savoir les tendances qui sont sources de conflits (historique des conflits, éléments déclencheurs, événements, etc.); mais aussi d'identifier les acteurs du conflit, que ce soient des individus, groupes ou institutions, leurs relations, positions, intérêts ou besoins.

► Groupes de discussions : avec des personnes délibérément sélectionnées (hommes, femmes, jeunes hommes et jeunes femmes ; communautés d'accueil, personnes déplacées internes ; groupes socio-professionnels, ...) qui participent à une discussion assistée afin de recueillir leurs perceptions sur un sujet spécifique. Les groupes de discussion sont essentiels pour garantir le caractère participatif des analyses de conflits et pour vérifier les informations.⁵

Voir Annexe 1 pour des exemples d'outils participatifs pour la réalisation d'analyses de conflits. La description détaillée de chaque outil et leurs modes d'emploi se trouvent dans les lignes directrices de DRC sur les analyses de conflits.

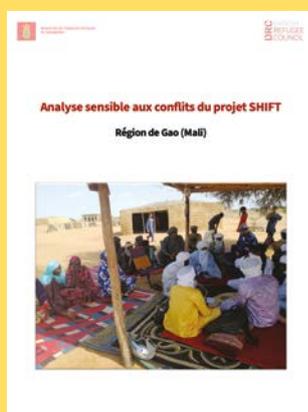
Structure suggérée d'un rapport d'analyse de conflits :

1. Aperçu du contexte et tendances générales (particulièrement liées aux conflits) ;
2. Les dynamiques conflictuelles majeures répertoriées dans la zone couverte (l'historique, les causes du ou des conflits, l'analyse des acteurs impliqués,

les divers effets et implications notamment pour les groupes les plus vulnérables, les sources de résilience à ces conflits etc.)

3. Les questions relatives à la sensibilité aux conflits (les risques de dommages à éviter et les opportunités existantes de contribuer à la résilience des communautés et à la construction de la paix) ; et
4. Les conclusions et les recommandations (visant l'adaptation de la programmation et qui prennent en compte les perspectives et potentiels scénarios)

Les analyses de conflits demandent beaucoup de prudence et de sensibilité en raison de la nature souvent extrêmement politique des informations collectées et du fait que les différents groupes interprètent généralement les événements de manière contradictoire. Vis-à-vis du gouvernement ou d'autres organismes, il est parfois politiquement indélicat d'employer le terme « analyse de conflits » ou d'évoquer des questions liées au conflit violent. Dans ce cas, une option peut consister à éviter totalement le terme « conflit » et parler à la place, par exemple, d'Analyse des dynamiques, ou autre.



LES ANALYSES SENSIBLES AUX CONFLITS DANS LE CADRE DES PROJETS SHIFT & RECOLG

Durant l'année 2021, de juillet à décembre, des analyses sensibles ont été produites dans le cadre de deux projets triple nexus: Le SHIFT⁶ (*Supporting Host communities and IDPs to Facilitate sustainable Transition towards inclusive solutions*) et le RECOLG⁷ (*Résilience et Cohésion Sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma*) au Burkina Faso, Mali et Niger, tous deux mis en œuvre dans le cadre de consortiums.

L'objectif visé était d'analyser les dynamiques de conflits des localités d'intervention, d'identifier les risques et sources potentielles de conflits en lien avec la programmation, de relever les opportunités cohésives afin d'informer et d'adapter les stratégies et interventions.

Ces analyses constituaient le début d'un processus (bien que DRC et particulièrement DDG soit connu pour leur expertise sur la question) dans lequel **la sensibilité aux conflits a été mise au cœur des interventions**. L'approche a également mis à profit l'expertise technique et endogène de chaque membre des consortiums tout en favorisant le partage, la collaboration et la complémentarité.

Cette première étape, essentielle, constitue ainsi une base de connaissances qui servira à informer la deuxième phase de l'analyse sensible aux conflits : l'évaluation de l'interaction entre le contexte et les interventions prévues.

5. Les groupes de discussion **hétérogènes**, c'est à dire ceux qui rassemblent des individus par-delà les lignes de division ou de conflit, sont en général plus difficiles à gérer, mais ils peuvent être extrêmement utiles dans certaines circonstances. Plus faciles à gérer, les groupes **homogènes** sont en principe recommandés, sauf si l'équipe connaît particulièrement bien le contexte et qu'elle possède une expertise en gestion de groupes de discussion axés sur les conflits.

6. Consortium composé de DRC comme chef de file et sept partenaires:

le Réseau Billital Maroobe (RBM), TASSAGHT au Mali, l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) au Niger et le Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS), l'Association Formation Développement Ruralité (AFDR), l'Association des Femmes Juristes du Burkina Faso (AFJB), et l'Association Voute Nubienne (AVN) au Burkina Faso.

7. Save the Children en consortium avec CARE, DRC, KARKARA (Niger), le RBM et ses membres TASSAGHT, CRUS et AREN.

ETAPE 2 EVALUATION DE L'INTERACTION ENTRE LE CONTEXTE ET LES INTERVENTIONS PRÉVUES

Cette deuxième étape sert à avoir **une meilleure compréhension de l'interaction entre nos interventions et le contexte**. Sur la base des conclusions de l'analyse de conflits, il s'agit de réfléchir aux implications pour mieux orienter la conception du projet et/ou revoir l'approche de mise en œuvre prévue. En effet, c'est parce qu'une intervention s'insère dans un contexte et parce qu'elle n'est pas neutre qu'il est nécessaire de comprendre et d'évaluer ses interactions et potentielles connexions avec cette intervention.

Cette évaluation de l'interaction peut se faire à travers des **ateliers d'analyse de conflits**, qui par ailleurs jouent un rôle essentiel pour garantir la participation intensive du personnel du DRC et celle de ses partenaires, dans l'utilisation des conclusions des analyses des conflits. Sa réalisation permet de renforcer les compétences des équipes de mise en œuvre et leur capacité à réfléchir au contexte et aux interactions entre ce contexte et l'intervention. Ils peuvent être exclusivement internes à DRC ou au projet, ou peuvent inclure d'autres organisations similaires ou autres parties prenantes (tels que les services de l'état, les leaders traditionnels, d'autres ONGs, ...). Ce choix dépend

du contexte, mais il est recommandé d'organiser au moins un atelier regroupant le personnel du projet dans tout processus d'analyse de conflits. Si possible, il est judicieux de prévoir des ateliers supplémentaires ouverts à d'autres groupes.

Les **ateliers d'analyse de conflits** doivent permettre d'identifier les **potentiels effets, positifs ou négatifs**, des interventions sur les **individus**, les **communautés**, les **organisations**, les **institutions** et globalement sur **l'environnement** et inversement. Il s'agit aussi d'identifier les **initiatives, actions, décisions** susceptibles de créer ou d'**exacerber** les effets négatifs et les **acteurs** susceptibles d'en être la source. L'atelier prend aussi en compte ceux qui jouent un **rôle positif** dans la **cohésion sociale** ou la **paix** au sein de leur communauté et les mécanismes pertinents qui existent dans ce cadre.

Le déroulement d'un atelier d'analyse de conflit peut suivre la structure du rapport d'analyse de conflit (voir à l'étape 1).

L'évaluation de l'interaction entre le contexte et les interventions se fait à deux niveaux pour identifier les risques d'effet négatifs mais aussi les opportunités de contribuer à la cohésion et à la paix.



ETAPE 3

ADAPTATION DE L'INTERVENTION ET SUIVI DE LA SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

En analysant l'interaction entre le contexte et nos actions et comportements, les ateliers d'analyse de conflits doivent aussi permettre de **développer les options d'adaptation de l'intervention**. Ces options peuvent être très variées (exemples : délocalisation d'une activité, redéfinition de l'activité, annulation d'une activité, adaptation de nos processus de ravitaillement, ...) et peuvent ou non demander un accord préalable du partenaire financier. L'important est qu'il doit toujours y avoir une ou plusieurs options.

Les analyses de conflits doivent être revues périodiquement afin d'évaluer si des changements doivent être apportés aux activités du projet et à l'approche de mise en œuvre en réponse aux changements contextuels. Ainsi pour faciliter l'adaptation de la programmation et le suivi, des cadres et outils ont été mis en place.

1. Les comités internes d'analyse

DRC a mis en place des **comités internes d'analyse**⁸ pour faciliter l'actualisation des analyses de conflits et assurer la prise en compte effective de la sensibilité aux conflits.

Ils regroupent une pluralité d'acteurs nantis d'une expertise technique dans divers secteurs (programmatische, sécuritaire et logistique) couplée d'une connaissance profonde des dynamiques spécifiques à chaque localité. Les participants à ces comités sont soit « internes » à DRC, soit « internes » aux organisations partenaires d'un projet déterminé. Des personnes ressources « externes » peuvent ponctuellement y prendre part. A noter toutefois, qu'en fonction du profil de ces acteurs externes, tous les sujets ne pourront pas être potentiellement abordés.

Les comités internes d'analyse servent à :

1. Analyser l'évolution du contexte / des conflits ;
2. Evaluer et suivre de manière régulière la sensibilité aux conflits des interventions ; et
3. Mener des réflexions stratégiques pour l'adaptation d'une intervention selon les défis ou l'urgence.

Les **comités internes d'analyse** se réunissent de manière régulière (mensuelles, trimestrielles, ... en fonction du contexte et du projet), et de façon ad hoc pour réfléchir à l'adaptation d'un projet face à une alerte, un incident ou à une nouvelle dynamique qui pourrait impacter drastiquement les interventions.

Ils participent à l'amélioration des connaissances des équipes et acteurs associés au projet sur l'approche sensible aux conflits ainsi que sur les risques liés aux interventions. En somme une opportunité de sensibilisation, de renforcement de capacités et de capitalisation pour des interventions plus informées et sensibles aux dynamiques conflictuelles.

Les comités internes d'analyse, dans un contexte volatile comme celui du Liptako Gourma, permettent aux acteurs du projet de questionner continuellement l'environnement et procéder à une réadaptation face à des défis multiples et variés (inaccessibilité/blocus, dégradation situation sécuritaire, enjeux en lien avec la nature de l'aide et/ou sa délivrance...)



⁸ Six (6) comités internes d'analyse de conflits qui couvrent 22 communes d'intervention dans le cadre des exemples illustratifs du SHIFT et du RECOLG

2. La matrice de suivi de la sensibilité aux conflits des interventions

La matrice de suivi de la sensibilité aux conflits des interventions permet de manière continue de suivre les dynamiques conflictuelles dans les localités d'intervention, d'évaluer l'interaction avec les interventions et d'être dans une optique ininterrompue de propositions d'adaptation de la programmation. Elle contribue aussi sur la base d'une évaluation continue des effets des interventions sur la cohésion sociale à maximiser les effets positifs des initiatives développées.

Utilisée par les comités internes d'analyse, elle sert au-delà d'informer la programmation, d'outil de collecte de données dans le cadre de l'actualisation des analyses sensibles aux conflits. La matrice se compose de 2 onglets :

I. Onglet 1 sur les mesures adaptatives sur la base des risques

Mis à jour de manière trimestrielle par les comités internes d'analyse, cet onglet permet de disposer d'une

description rapide de la situation sécuritaire et d'en évaluer la sensibilité aux conflits de chaque champ d'action voire activités du projet.

Il s'agit d'un cadre d'évaluation du contexte, et d'identification des risques et sources potentielles de tensions, conflits, divisions, violences en lien avec le champ d'action voire l'activité prévue. Toutes choses qui permettent de relever et de répertorier tous les incidents rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre des activités.

Il s'agit aussi pour les membres des Comités internes d'analyse de suggérer les mesures de mitigation les plus pertinentes pour amoindrir les risques relevés tout en identifiant et répertoriant les opportunités qui existent dans la localité donnée en termes d'institutions, de mécanismes, d'acteurs ou autres ressources, susceptibles d'être mobilisés dans le processus d'atténuation des effets négatifs.

Exemple sur les mesures de mitigation

Risques et potentielles sources de divisions, tensions, conflits	Incidents liés à l'activité	Exemples d'incidents ou éléments explicatifs du risque	Mesures de mitigation	Opportunités et Recommandations
Inflation des prix , et conséquences sur les coupons distribués par le projet qui ne couvrent plus les besoins élémentaires des bénéficiaires	Tensions entre commerçants sélectionnés et bénéficiaires	De vives tensions ont eu lieu entre bénéficiaires et commerçants en lien avec l'augmentation des prix faisant suite aux sanctions de la CEDEAO. Les commerçants revendiquaient une réévaluation des montants des coupons. Face aux multiples contestations des bénéficiaires au regard de la quantité des produits fournis, ils ont stoppé la fourniture des services. Les bénéficiaires, ne pouvant plus acheter leurs biens élémentaires, ont saccagé quelques boutiques. Les commerçants s'en sont pris par la suite aux équipes du projet.	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir un cadre de discussion entre les commerçants et les bénéficiaires pour expliquer la hausse des prix. • Faire une évaluation des prix du marché et évaluer la possibilité de revoir le montant des coupons 	Discuter avec l'association des commerçants de la région pour s'accorder que les prix restent « fixes » pour une certaine période

II. Onglet 2 sur les initiatives cohésives

L'autre aspect pris en compte et qui complète les deux dimensions de la sensibilité aux conflits est l'évaluation des effets des interventions sur la cohésion sociale. Il s'agit de suggérer pour chaque champ d'intervention ou activité, leur possibilité de contribuer à favoriser la cohésion sociale et la paix. A travers des exercices spécifiques, les membres des comités évaluent et do-

cumentent la contribution de l'intervention/l'activité à la cohésion sociale et à la paix en partageant les expériences positives obtenues.

Sur la base de cette évaluation et des précédents positifs identifiés, des propositions sont aussi faites afin de capitaliser dessus et d'adapter ces activités en les associant à des initiatives de cohésion sociale

Exemple d'une activité qui pourrait contribuer à la cohésion sociale

Activité	Propositions et exemples de bonnes pratiques répertoriées	Opportunités et recommandation
Formation en nutrition des agents de santé	Les agents de santé sont des acteurs qui disposent d'un bon ancrage au niveau local et certaines organisations les utilisent comme relais pour dérouler des activités dans divers secteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à profit les formations pour former les agents de santé en gestion pacifique de conflits, ... • Combiner ces formations avec les activités de cohésion sociale, comme les dialogues.

Exemple d'une activité qui a contribué à la cohésion sociale

Activité	Comment ?	Décrire la situation conflictuelle et comment l'action contribue à la cohésion sociale ou à atténuer les tensions	Acteurs impliqués	Opportunités et Recommandations
Démonstrations culinaires dans le cadre d'une activité santé-nutrition (28 villages d'intervention concernés)	Les activités de démonstrations culinaires ont grandement participé à la cohésion et à l'entente entre les nouvelles mamans de diverses communautés.	Clivages existants entre villages liés à des conflits anciens. La situation a favorisé une division entre communautés qui n'avaient aucune interaction sociale. Cette activité, qui réunit durant chaque session 4 ou 5 groupements de femmes à hauteur d'une dizaine pour chacune et qui viennent généralement de 5 villages a favorisé le brassage, la collaboration et surtout la solidarité.	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes bénéficiaires de l'approche de graduation • Les agents de santé • Les équipes terrains 	Profiter de ces démonstrations culinaires pour renforcer les capacités des femmes sur la coexistence pacifique, sur leur rôle en tant qu'agents de paix, etc.

La matrice constitue ainsi un complément aux analyses de conflits. Elle permet d'avoir un aperçu rapide des implications en termes de programmation, d'évaluer tout au long du cycle de programmation de relever l'interaction positive comme négative entre le contexte et les interventions tout en suggérant au fur et à mesure selon les changements des dynamiques les mesures adaptatives les plus pertinentes. Elle constitue en somme au-delà d'être un outil d'évaluation, un mécanisme continue de suivi de la sensibilité aux conflits.





4

EXEMPLES DE L'OPÉRATIONNALISATION DE L'ANALYSE SENSIBLE AUX CONFLITS, CAS DU RECOLG ET DU SHIFT

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets RECOLG et SHIFT, l'opérationnalisation de l'analyse sensible aux conflits a permis d'identifier des mesures adaptatives pour mitiger les risques identifiés, mais aussi capitaliser sur les opportunités de cohésion et de paix.

L'analyse du contexte

Cartographie des dynamiques de conflits dans les zones d'intervention des projets RECOLG et SHIFT⁹

Plusieurs catégories de conflits ont été répertoriées, mais en raison de leurs enjeux et occurrences, quatre grandes dynamiques ressortent :

1. Les conflits liés aux systèmes de production et aux ressources naturelles qu'ils mobilisent
2. Les conflits désignés comme « communautaires » (intra et intercommunautaires)
3. Les conflits liés à la présence des porteurs d'armes
4. Les conflits communautés hôtes et personnes déplacées internes

L'articulation autour de ces quatre dynamiques conflictuelles n'est pas anodine. Si l'accès ou la gestion des **ressources naturelles** divise dans la région du Liptako Gourma, la **dimension communautaire** des conflits répertoriés ne peut être élaguée. La plupart des répondants des analyses de conflits les identifient souvent comme tels. L'implication des **groupes armés et autres porteurs d'armes** donne une nouvelle dimension et ampleur à ces conflits. Leurs actions influent fortement sur le flux des **personnes déplacées, accentuent la pression sur les ressources naturelles** et contribuent ainsi à l'interaction complexe entre ces derniers et les **communautés hôtes**.

L'évaluation de l'interaction entre l'intervention et le contexte

Grâce à une réflexion à travers des ateliers d'analyse et des groupes de discussions avec les communautés des localités d'intervention notamment des femmes, des jeunes, des membres de communautés d'accueil, des personnes déplacées internes, mais aussi d'acteurs de marchés et autres catégories socio-économiques ainsi que la documentation de l'expérience d'acteurs humanitaires et de partenaires au niveau local : un certain nombre de risques et sources potentiels de tensions, conflits, et de divisions en lien avec les activités, les champs d'action et les processus de développement et de mise en œuvre ont été identifiés et documentés dans les deux projets. Les illustrations partagées sont issues des recherches et des analyses menées en 2021, mais aussi des réflexions des comités internes d'analyse.

1. Identification des risques et sources potentiels de conflits, tensions, divisions, violences

Les interventions dans certaines de leurs composantes ou dans la manière dont elles sont mises en œuvre sont susceptibles de créer ou d'exacerber des tensions, conflits, divisions et d'influer ainsi sur les dynamiques de conflits. Plus spécifiquement, les risques et potentielles sources de tensions, conflits, divisions peuvent être liés à ces quatre dimensions sans être exhaustives :

1. Les clivages multiformes
2. Les enjeux liés à l'aide humanitaire
3. L'insécurité liée à l'action des porteurs d'armes
4. La qualité programmatique.

NB: Les risques identifiés ne sont pas liés aux projets SHIFT et RECOLG. Ils ont été identifiés sur la base de l'expérience d'acteurs humanitaires, de bénéficiaires, de communautés hôtes et d'autorités administratives et locales. Leur prise en compte a fortement contribué à la sensibilité aux conflits des deux projets.

⁹ Voir description plus approfondie des dynamiques de conflits existantes en Annexe 2.

1. Risques liés aux clivages et appartenances

Tout comportement ou suspicion de favoritisme, de discrimination, d'exclusion est susceptible d'enclencher des tensions, conflits ou d'être source de représailles.

Le *ciblage des bénéficiaires* devient particulièrement complexe dans la zone du Liptako Gourma, et peut être source de tensions, conflits ou frustrations au sein des communautés. Le principe en soi est une question de choix, on cible des individus (ou ménages) au détriment d'autres, mais, les **appartenances** particulièrement, les **griefs et ressentiments** y afférant, peuvent rendre le ciblage problématique.

Autres facteurs dans le ciblage qui peuvent être source de frustrations et de contestation :

- ▶ L'origine des déplacés. Dans les camps, les déplacés se regroupent souvent par appartenance en lien avec leur village d'origine. De ce fait, ils peuvent être regardants du quota d'aide obtenu par leur « communauté », et l'exclusion ou un pourcentage plus faible attribué peut être source de tensions.
- ▶ Le ciblage spécifique à une approche. Exemple de l'approche de graduation qui vise à sortir des bénéficiaires, jeunes hommes et femmes de 15 à 24 ans, de la pauvreté, et de ce fait tendre vers une certaine autonomie. Cette forme de « promotion sociale » des populations plus vulnérables est parfois perçue négativement par les non-bénéficiaires.
- ▶ Effet de légitimation – quand les ressources apportées par l'aide mettent en avant certains acteurs, au détriment d'autres. Parfois, elles mettent en concurrence des leaders locaux. Parfois, elles légitiment un acteur qui n'a pas la compétence réglementaire pour agir.
- ▶ Effet de distribution – lorsque le ciblage coïncide avec des lignes de fracture entre les groupes dans le contexte, le projet alimente les clivages et les tensions. Lorsque ce sont « toujours les mêmes » qui reçoivent, ou lorsque les critères ne sont pas clairs et transparents.

Exemple d'exclusion des populations nomades dans le ciblage

Il s'avère que même dans le cadre d'activités pastorales, il arrive que les populations nomades soient exclues du processus. Plusieurs raisons peuvent expliquer leur non prise en considération dans les projets et actions humanitaires. Certains critères de choix et d'attribution sont indexés notamment dans le modèle de répartition par village. Les populations nomades en raison de leur mode de vie se déplacent. Même quand ils sont victimes d'attaques, ils ne s'installent pas forcément dans les sites pour déplacés.

Certaines autorités locales, sciemment ou par méconnaissance ou manque d'informations, ne considèrent pas forcément les populations nomades comme pouvant être concernées par les aides et appuis, ce qui est aussi en lien la question de la terre et de la citoyenneté, ceux qui « ne disposent pas de terre » ne sont pas souvent considérés comme faisant partie de la communauté.



MESURE ADAPTATIVE PRISE : Ciblage complémentaire des ménages pastoraux.

Le ciblage complémentaire a permis d'y remédier et de toucher des bénéficiaires non pris en compte dans la première phase de ciblage et dont des catégories souvent marginalisées tels que les pasteurs mais aussi les PDI localisées dans des familles d'accueil.

Le **choix des commerçants, fournisseurs et autres prestataires** est tout aussi important. Cela peut varier en fonction des contextes, mais les bénéficiaires semblent privilégier les ressources locales. Attention toutefois à varier les prestataires et à veiller à une bonne répartition des choix parmi les différents groupes ethniques ou autres présents. Importance aussi d'anticiper les effets sur le marché (risque de provoquer une fluctuation de l'offre et de la demande, et les augmentations/réductions de prix qui en découlent).

Souvent basées sur des perceptions qui ne traduisent pas forcément la réalité ni les objectifs des acteurs humanitaires, ces sources de tensions relèvent de malentendus ou d'incompréhensions favorisés par une mauvaise communication.

Importance de bien communiquer sur tous les activités et aspects du projet. Toutes les activités ont un potentiel de renforcement de la paix ou d'activation de conflits, ne pas se limiter au ciblage.



2. Les enjeux liés à l'aide humanitaire

Lorsqu'elles opèrent dans des contextes caractérisés par les pénuries, les inégalités et les conflits (latents ou déclarés) entre groupes, **les organisations d'aide humanitaire deviennent un élément dudit contexte**. Ce qu'elles font, et comment elles le font, peut entraîner – et entraîne – des effets nuisibles, notamment en attisant les tensions existantes ou en affaiblissant les facteurs qui contribuent à la résilience des communautés face au conflit. Toutefois, l'aide humanitaire peut aussi contribuer à apaiser le conflit et à renforcer la résilience, notamment en consolidant les facteurs et les relations qui unissent les individus par-delà les lignes du conflit et ce, même lorsqu'il ne s'agit pas de l'objectif principal de leurs programmes.

Exemples de risques et dilemmes inhérents à opérer dans des contextes fragiles et affectés par les conflits

- ▶ **La définition de la « vulnérabilité ».** Au regard du nombre de personnes en besoin de protection, les quotas souvent faibles de bénéficiaires peuvent constituer une source de conflits. Tout le monde veut bénéficier de l'aide et de ce fait, la définition de la vulnérabilité occupe une place centrale.
- ▶ **La manipulation de l'aide.** L'interférence d'acteurs d'influence (ex : des autorités locales, mais aussi les leaders communautaires) peut être une source de contestation, de griefs et de tensions. Le détournement de l'aide à des fins politiques, l'exclusion de certaines communautés, la répartition inégale des aides par ces derniers ou encore l'inclusion des personnes ne répondant pas aux critères au détriment des plus vulnérables ne sont que des exemples.
- ▶ **L'inclusion ou la non-implication des autorités locales,** en fonction des contextes et des enjeux spécifiques, peut être source de tensions, conflits, manque d'adhésion ou autres barrières.
- ▶ **Effets de substitution.** Les ressources apportées par l'aide dédouanent les acteurs compétents de leur responsabilité et de leur rôle, renforçant des causes profondes de conflits (par exemple en renforçant la perception d'absence de l'État ou de pratiques politiques).
- ▶ **Le processus de sélection des prestataires.** Au-delà des clivages relevés plus haut, l'enjeu financier qui y est lié attise jalousies, convoitises, tensions et frustrations. Les jeux d'influence, les perceptions de fraudes, de manipulations ou en lien avec la qualité du service fournis sont aussi identifiés comme des sources de frustrations, de tensions et de contestations.
- ▶ **L'effet sur le marché.** Lorsque les ressources ou services apportés provoquent une hausse de la de-

mande ou une baisse de la demande sur le marché local, l'intervention stimule de nouveaux facteurs de tensions (hausse des prix, offre insuffisante, concurrence déloyale). Par exemple, la fluctuation des prix est souvent perçue, par les bénéficiaires, comme motivée par la connaissance des commerçants de la disponibilité de coupons.

- ▶ **La mobilisation des ressources naturelles.** En raison des enjeux et conflits liés à l'accès, au contrôle et à la gestion des ressources naturelles, leur mobilisation dans le cadre des interventions expose à un certain nombre de risques.

Exemple d'exclusion des populations nomades dans le ciblage

Les appuis aux filières liées à l'élevage et l'agriculture nécessitent d'être conscient des enjeux conflictuels en lien avec le foncier, les couloirs de transhumance, l'accès à l'eau, ou l'insécurité qui sévit dans les localités.

L'octroi de petits ruminants ou de bétail

constitue un risque d'influer sur ces dynamiques essentiellement sur :

- La réduction des espaces de pâturage ou fourrage et les pressions de plus en plus exacerbées sur les ressources comme l'eau, les marres et la quête de fourrage
- L'intérêt que constitue le bétail avec la récurrence des vols de bétail par les GA
- Les plaintes et litiges liés aux dégâts champêtres causés par le bétail

Le développement des filières telles que le maraîchage

pour une communauté de déplacés suppose de favoriser leur accès à la terre dans un environnement où la « terre » constitue l'une des sources majeures de tensions, conflits et où le degré de cohésion, ne favorise pas forcément la confiance.

L'octroi de semences engendre des effets sur le marché, notamment un impact sur l'offre et la demande, ou l'augmentation des prix.

- ▶ Les effets d'abus ou de vol. Les ressources apportées par l'aide peuvent être détournées, volées, ou échangées pour des besoins de protection. Certaines activités, comme le transfert monétaire (mais pas exclusivement), constituent un risque accru de fraudes, de détournements, ou d'extorsion.
- ▶ Les messages perçus. Les comportements associés à l'aide peuvent conforter des lignes de tensions et de clivages si les messages perçus sont le manque de respect, le manque de transparence, le manque d'équité ou le manque de redevabilité.

3. L'insécurité liée à l'action des porteurs d'armes

Les actions des porteurs d'armes, — qu'ils soient forces armées régulières, groupes armés (GA), ou bandits armés —, influent sur les acteurs humanitaires, les bénéficiaires et les communautés de manière générale.

Exemples de risques liés à la présence de porteurs d'armes :

- ▶ **Le risque d'être considéré « complice ».** Les populations peuvent être interrogées après avoir bénéficié d'une activité d'un projet, peuvent ne pas se sentir en mesure de parler librement ou peuvent ne pas vouloir être vus avec des représentants de l'état par peur de représailles.
- ▶ **La présence d'engins explosifs** le long des axes routiers augmente les risques pour les bénéficiaires dont la participation aux activités « délocalisées » pour des raisons sécuritaires suscite de plus en plus de déplacements.
- ▶ **La criminalité, le banditisme et les attaques** particulièrement sur les axes routiers et dans certains marchés, ou les jours de foires constituent également des risques pour la commercialisation de la production des filières développées par les bénéficiaires des projets.
- ▶ **Les griefs, ressentiments et suspicion de connexion** avec des groupes armés ainsi que les sentiments d'injustices et d'abus liés aux traitements des cas de vols sont de plus en plus des sources de conflits et tensions au sein des communautés
- ▶ **Le potentiel détournement de l'aide à des fins criminelles** dans les localités qui sont sous le contrôle de groupes armés et qui imposent aux populations le paiement « d'impôts » ou de « taxes ». Il n'est pas exclu non plus, dans un contexte où les membres de groupes armés sont difficilement identifiables et où les interactions sont difficilement contrôlables, que des bénéficiaires ou prestataires soient d'une manière ou d'une autre impliqués dans des relations avec des membres de ces groupes armés.
- ▶ **La délocalisation d'activités due au contexte sécuritaire** qui amène les bénéficiaires à devoir se déplacer sur des axes à risques ou sous contrôle de groupes armés

Exemple de risques liés à la délocalisation des activités

- Les bénéficiaires qui paient (forme de prélèvement), de gré ou de force, les services de groupes armés pour assurer leur protection ou sécurité, lors des déplacements
- Attaques ciblées sur les routes d'accès aux marchés, sur les marchés ou les jours de distributions (de denrées ou d'argent)



MESURES ADAPTATIVES PRISES : Revue des modalités d'intervention de certaines activités

(appui aux Services Techniques Déconcentrés (STD), transferts monétaires, activités nécessitant des regroupements d'individus, etc.)

1. Implication d'autres acteurs dans la mise en œuvre opérationnelle (les auxiliaires des STD, mise en place ou usage de points focaux, relais locaux, sentinelles, « mamans lumières », etc.)
2. Combinaison de plusieurs activités pour amoindrir les risques sécuritaires et atteindre les objectifs visés (distributions d'argent et de vivres combinées à des sessions de dialogue, mise en place de banque aliment bétail à multiple fonctions, etc.)
3. Délocalisation des activités dans les localités jugées plus « sûres » ou celles, dans lesquelles sont localisées les autorités, leaders communautaires, STD ou les bénéficiaires déplacés
4. Evaluations complémentaires des prix du marché pour pallier les tensions commerçants-bénéficiaires, des marchés et foires à risques etc.
5. Mise à profit de l'ancrage local (ancrage et acceptation des membres du consortium, valorisation des dispositifs endogènes etc.)



4. La qualité programmatique

Dans un contexte où les violences, tensions, suspicions et perceptions négatives sont fortes, une mise en œuvre professionnelle, inclusive et transparente s'avère d'autant plus nécessaire vu le potentiel d'atténuation ou d'exacerbation des tensions par les interventions elles-mêmes. La question de la posture des intervenants, de leur professionnalisme et leur communication, sont fondamentales à une stratégie de sensibilité au conflit efficace.

Exemples de risques liés à la qualité programmatique :

- ▶ **L'absence de concertation ou d'inclusion** de certaines parties prenantes, particulièrement les communautés d'accueil ou les minorités, peut être une source de frustration, de perception négative des acteurs du projet si ce n'est d'absence d'adhésion et de défiance.
- ▶ **L'absence ou la mauvaise communication** sur le projet et ses activités, et les incompréhensions qui en résultent, peuvent contribuer aux dynamiques de conflits. La mauvaise communication sur les critères de sélection des cibles, les modalités et délais de distribution, le manque de précision des fiches de distribution qui créent des amalgames et contestations, sont particulièrement mis en cause.
- ▶ **Le délai entre le ciblage et la distribution, la fourniture de produits périmés ou de mauvaise qualité** sont autant de faits qui participent aux tensions entre bénéficiaires, prestataires et acteurs de mise en œuvre.
- ▶ **La mauvaise exécution ou fonctionnement du projet**, le non-respect des engagements ou le manque de transparence et leurs impacts sur les bénéficiaires peuvent exposer les acteurs du projet à de potentielles représailles.
- ▶ **L'absence de prise en compte des us et coutumes.** Dans le cadre des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) par exemple des plaintes ont été relevées en lien avec les intérêts de remboursement des prêts, procédés jugés contraires à des préceptes religieux.



II. Identification des opportunités de contribuer à la cohésion et à la paix

Les données et informations issues de l'analyse sensible aux conflits doivent aussi servir à renforcer la cohésion sociale en mobilisant parfois les opportunités cohésives, répertoriées dans les localités en termes de thématiques, d'acteurs à mobiliser pour accompagner le processus, etc. Il s'agit d'évaluer les **possibilités de réduire les tensions, de renforcer les liens positifs** tout en tenant **compte des possibilités d'ajustement devant être opérées dans le cadre du projet.**

- ▶ **Identifier les conflits, les tensions, sur lesquels nous pourrions jouer un rôle positif**

Dans le cadre des projets SHIFT et RECOLG, des **conflits et/ou tensions sur lesquels nous pourrions jouer un rôle positif** ont été identifiés. Il s'agit par exemple :

- ▶ **Les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles.** Au regard de leur récurrence, et spécifiquement aux enjeux liés au développement de filières particulièrement de maraichage et de bétail dans le projet, il s'agissait, selon les dynamiques dans chaque localité de contribuer à prévenir et atténuer ces tensions et conflits. Plusieurs thématiques de dialogue ont été identifiées et développées autour de ces enjeux, entre autres :
 - La divagation des animaux
 - L'accès aux fourrages (coupe d'arbres, ramassage de gousses d'Acacia et paille)

- Les obstructions des points d'eau
- Les dégâts champêtres
- Le renforcement de capacité des acteurs notamment des chefs de villages détenteur du « pouvoir de conciliation »

► **Les conflits entre communautés hôtes et PDI**, notamment pour évaluer les effets des flux de déplacés dans les localités d'intervention (les dynamiques conflictuelles susceptibles d'être transposées dans la localité d'arrivée, celles occasionnées par le flux et les stigmatisations et amalgames souvent répercutés etc.).

► **Les conflits de leadership entre jeunes** avec des répercussions sur toute la communauté et des cycles de violence pour un projet, dont les cibles principales sont : des jeunes hommes et femmes de 15 à 24 ans, etc.



**MESURE ADAPTATIVE PRISE :
Prise en compte de la sensibilité au
conflit dans les processus de dialogue**

Les termes de référence des facilitations de dialogue incluent désormais un champ d'évaluation de la sensibilité au conflit et la gestion des risques liés à l'activité dans chaque localité et au regard des dynamiques.

Dans l'une des communes d'intervention, l'analyse sensible aux conflits a permis d'identifier très tôt des tensions / risques de conflits entre deux groupes ethniques (dont l'origine est le soupçon de connivence d'un des groupes avec les GA et les cycles de représailles qui s'en sont suivis). En raison de la sensibilité de la question, il a été décidé de faciliter des dialogues en lien direct avec les activités liées aux AVEC. Ces dialogues ont permis l'élaboration de plan d'action sur la base des solutions d'atténuation suggérées par ces deux groupes.

Il faudra aussi s'intéresser aux dynamiques conflictuelles qui impactent le plus les interventions même si les acteurs du projet n'ont aucune possibilité d'action, en raison de leurs mandats ou au regard des principes humanitaires ou encore des questions de sécurité.



► **Identifier les thématiques et actions les plus pertinentes au regard des interventions prévues**

Il s'agit de relever les thématiques et actions les plus à même de contribuer à la prévention et à la résolution des conflits au regard des facteurs de division qui favorisent l'engagement dans la violence et ceux qui à côté participent à la cohésion et à la paix.

Au regard des facteurs de division qui favorisent l'engagement dans la violence et les conflits, les thématiques les plus à même selon les répondants de contribuer à la prévention et à la résolution des conflits tournent autour de :

- La promotion de l'accès équitable aux ressources, services et opportunités et de la gouvernance.
- L'amélioration des conditions de vie des communautés et personnes déplacées internes,
- L'amélioration de la cohésion sociale
- L'instauration d'une justice équitable,
- Une meilleure gestion des ressources naturelles et litiges fonciers
- La mise en place d'initiatives de lutte contre la discrimination, l'exclusion et tous les facteurs qui favorisent l'insécurité.

Dans le cadre des projets SHIFT et RECOLG, les recommandations faites visaient entre autres à **mettre à profit les filières à développer**, les **activités génératrices de revenus** pour atténuer certains facteurs de division et de développer toute une **stratégie de sensibilisation, de dialogue et plaidoyer autour de ces questions**. Il s'agissait aussi de favoriser la **vulgarisation de textes** et le développement de **formations spécifiques sur la gestion foncière**. Enfin au regard des connecteurs identifiés, les propositions tournaient aussi autour de la promotion de la coexistence pacifique, le partage des ressources et le développement d'initiatives collaboratives réputées favoriser l'interaction et la cohésion sociale de même que la mise en place d'infrastructures communes.

► **Identifier les acteurs et Institutions pertinents à associer dans les interventions**

L'analyse des facteurs qui participent à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix ne peut être dissociée des acteurs qui y contribuent. Il s'agit aussi dans l'identification des sources de résilience aux conflits d'identifier les acteurs et mécanismes non seulement qui participent à la résolution des tensions conflits, mais aussi évaluer ceux avec lesquels il serait potentiellement pertinent de collaborer et ou redynamiser.

Exemple d'identification d'acteurs

L'atténuation des tensions et la résolution des conflits est souvent le fait d'actions combinées de plusieurs acteurs. A Dori, la perception de la baisse de la violence liée au système agropastoral peut être expliquée en partie par une efficacité relative des mécanismes de gestion du conflits¹⁰, que sont les Commissions Foncières Villageoises, les Commissions de Conciliations Foncières Villageoises, les Services Fonciers Ruraux, et les Bureaux Domaniaux, tous présents dans la commune de Dori, et dont les capacités sont continuellement renforcées par les ONG, qui fournissent aussi un appui en termes de sensibilisation, de dialogue sur le partage des ressources et la réglementation liée au foncier. Les Comités Villageois de Développement assurent le relai au niveau village, avec la mise en place de Comités pour la Paix.



Les recommandations faites au regard des risques et opportunités cohésives identifiés ont servi à l'adaptation de la programmation. Une organisation n'est réputée être sensible aux conflits que si concrètement le processus des trois étapes de l'analyse des conflits est effectif avec la prise en compte des risques et des opportunités dans le cycle de projet.



10. Tels que prescrit dans la loi N°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant régime foncier.

CONCLUSIONS

La **sensibilité aux conflits**, pertinente et incontournable en contexte fragile, nécessite toute une stratégie pour son opérationnalisation. Si d'emblée, elle semble, en effet, aisée, ses contours demeurent complexes. L'opérationnalisation des analyses de conflits suppose comme nous l'avons vu divers prérequis.

L'application d'une **approche sensible aux conflits** suppose :

- ▶ **Comprendre le contexte** – pour avoir une compréhension approfondie des dynamiques de paix et de conflits dans les zones d'opérations du projet (au minimum).
- ▶ **Utiliser l'analyse des conflits** – pour déterminer ce qui sera surveillé et évalué au cours du cycle de vie du projet et la façon dont ce sera fait
- ▶ **Utiliser les conclusions de l'analyse des conflits** – pour adapter au besoin l'approche de mise en œuvre d'un projet en cours ou pour informer la conception d'un nouveau projet

! **L'analyse de conflits est la première étape en vue de devenir sensible aux conflits.**

Il est donc important de budgétiser et de planifier les activités liées à l'analyse de conflits. Par exemple, ces activités peuvent inclure :

- Collecte de données (Entretiens avec informateurs clés, groupes de discussions, ...)
- Ateliers d'examen périodiques pour mettre à jour l'analyse des conflits
- Séances de formation et de renforcement des capacités à l'intention du personnel et des partenaires

La **sensibilité aux conflits** présume :

- ▶ **L'implication de divers acteurs** : Experts techniques de plusieurs secteurs (ex. DHCP, ECREC, Protection, Accès-sécurité, Redevabilité, Supports, ...)
- ▶ **Un suivi et une mise à jour constante** via par exemple la mise en place de mécanismes localisés, multi-acteurs à l'instar des comités internes d'analyses.

La **sensibilité aux conflits** implique aussi :

- ▶ **L'existence de cadres spécifiques** et stratégiques de capitalisation et d'intégration de la sensibilité aux conflits.
- ▶ **La mise en place de moments stratégiques de réflexion et de prise de décisions** autour de la question pour une prise en compte holistique dans tous les programmes et secteurs.
- ▶ **La promotion de cadre de collaboration plus poussée avec les responsables accès-sécurité** pour une réflexion plus profonde sur les défis liés à l'accès

Il s'agira en somme, pour assurer **une programmation sensible aux conflits** de :

- ▶ **Prioriser** la sensibilité aux conflits en termes d'implication stratégique, financière et opérationnelle
- ▶ **Garantir** la transversalité de la sensibilité aux conflits avec des moments clés d'évaluation, de dissémination des résultats et d'adaptations de la programmation
- ▶ **Promouvoir** la mise en place de ressources humaines dédiées à la sensibilité aux conflits

AUTEURS

Ce document a été produit par Sokhna Ndiaye, Spécialiste en analyse de conflits, Alertes précoces et Cohésion sociale avec l'appui significatif de Hamidou Sabas Diallo, Responsable Régional Consolidation de la paix et Inclusion, Line Grete Birgitta Brylle Conseillère globale Consolidation de la paix ainsi qu'une forte implication et participation des collègues et partenaires au niveau terrain dont les travaux illustrent l'opérationnalisation de la sensibilité aux conflits.

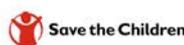
REMERCIEMENTS

Le travail d'enquête et d'analyse à l'origine de cette publication a été rendu possible grâce au financement de l'Union Européenne et de l'Agence Danoise de Développement International (DANIDA).

Nous tenons également à remercier les partenaires avec qui DRC a étroitement mener ces analyses sensibles aux conflits notamment le Réseau Billital Maroobe (RBM), TASSAGHT au Mali, l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) et KARKARA au Niger et le Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS), Save the Children et CARE International.

Enfin et surtout, notre gratitude particulière s'adresse aux hommes et aux femmes des communautés frontalières qui ont pris part aux groupes de discussions, dans un contexte social et sécuritaire difficile, et parfois au prix de risques personnels ; ainsi qu'aux autorités locales et coutumières des communautés consultées, aux autorités administratives des 22 communes d'interventions des régions, cercles de Gao, Mopti, Tillabéry et Dori.

Le 22 juin 2023



the fact that the *de novo* synthesis of cholesterol is inhibited by the presence of dietary cholesterol.

There is a strong correlation between the amount of cholesterol in the diet and the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of physical activity.

Physical activity is inversely related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of stress.

Stress is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of sleep.

Sleep is inversely related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of alcohol consumption.

Alcohol consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of caffeine consumption.

Caffeine consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of sugar consumption.

Sugar consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of fat consumption.

Fat consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of protein consumption.

Protein consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of fiber consumption.

Fiber consumption is inversely related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of vitamin consumption.

Vitamin consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

The amount of cholesterol in the blood is also affected by the amount of mineral consumption.

Mineral consumption is directly related to the amount of cholesterol in the blood.

Fondé en 1956, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) est la plus grande ONG internationale du Danemark, avec une expertise spécifique dans le déplacement forcé. DRC est présent dans 40 pays et emploie 9000 personnes. DRC plaide pour les droits et les solutions pour les communautés touchées par le déplacement, et fournit une assistance à tous les stades des situations de déplacement : lors de crises majeures, lors de déplacements, pendant l'exil, lors de l'installation et de l'intégration dans de nouveaux lieux, ou pendant le retour. DRC aide les personnes déplacées à devenir autonomes et intégrées dans les sociétés d'accueil. DRC travaille avec la société civile et les autorités responsables pour promouvoir la protection des droits et l'inclusion.

Le code de conduite de DRC est au cœur de notre mission organisationnelle, et DRC vise les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. DRC a été certifiée comme répondant aux normes de qualité les plus élevées selon la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de responsabilité - Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability.

Pour en savoir plus sur le DRC, son mandat et sa mission, nous vous invitons à visiter notre site www.drc.ngo

Conseil danois pour les réfugiés
Borgergade 10, 3. / DK-1300 Copenhague K
Tél.: +45 3373 5000 / drc@drc.ngo / www.drc.ngo

Opérationnalisation de la
sensibilité aux conflits en
contexte complexe :
Leçons du Liptako-Gourma

